



**CTL du 22 janvier 2020**

### **Interpellation intersyndicale**

Monsieur le Président,

Aujourd'hui se tient un Comité Technique de Local (CTL) comprenant à l'ordre du jour la déclinaison des suppressions d'emplois à la DDFiP des Côtes d'Armor, soit 11 emplois.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois. Conséquence, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... Mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en terme de suppressions d'emploi...

Nous connaissons déjà votre réponse : vous allez nous rétorquer que cette année le nombre de suppressions d'emplois est en diminution par rapport aux années précédentes, mais c'est tout de même 1431 suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux précédentes : soit 20037 ETP depuis l'année 2011. **Entre 2002 et 2019, ce sont plus de 40 000 emplois qui ont été supprimés.**

Depuis des années donc, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité.

Mais non satisfait d'en abuser, vous les « remerciez » en détériorant leurs conditions de travail, en détruisant leurs droits et garanties, en restreignant leur droit à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en privatisant leurs missions.

Depuis des mois, les agents se mobilisent, se mettent en grève massivement dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond.

Pour toute réponse la DGFIP se cantonne à rejeter la faute sur leurs représentants qui refuseraient toute concertation sur les réformes.

Les agents ne sont pas dupes, ils savent que les organisations syndicales négocient sur la base des revendications des personnels et qu'elles n'accompagnent pas la mise en œuvre de réformes libérales et régressives qui sont imposées aux agents.

Nous combattons par tous les moyens le démantèlement de la DGFIP.

Nous sommes avec les agents, les élus et les citoyens dans la mobilisation depuis des mois pour le retrait des réformes du nouveau réseau de proximité, de privatisations de nos missions, de la retraite par points et pour porter une autre conception du service public.

Nous défendons un service public au plus près des citoyens, dont il est le bien commun.

Nous refusons la suppression de cette richesse nécessaire à la cohésion sociale et milite pour son renforcement.

Nous exigeons :

- Le retrait immédiat du plan du Ministre Darmanin de géographie revisitée ;
- La consolidation et la réimplantation de services de la DGFIP de pleine compétence au plus près des citoyens ;
- Des embauches statutaires et des moyens à la hauteur des besoins pour l'exercice de toutes les missions de la DGFIP ;
- La pérennité de l'exercice de toutes les missions à la DGFIP ;
- Le renforcement du statut des fonctionnaires, seul garant de l'égalité de traitement des citoyens et de l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- L'augmentation des rémunérations par une revalorisation conséquente du point d'indice, le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat et l'abandon du RIFSEEP.
- Le retrait de la réforme de retraite par points.